

« En classe de littérature et de philosophie, on n'apprend plus à écrire »

ENTRETIEN. Dans « Le Deuil de la littérature », le jeune professeur Baptiste Dericquebourg s'en prend avec vigueur à l'enseignement des humanités.

Propos recueillis par Laetitia Strauch-Bonart

Modifié le 03/12/2020 à 18:06 - Publié le 03/12/2020 à 12:00 | Le Point.fr



Il peut sembler fort jeune pour faire « le deuil de la littérature », selon le titre de son premier essai paru aux éditions Allia, mais Baptiste Dericquebourg, professeur de lettres classiques en classes préparatoires littéraires en Bretagne, a des arguments solides contre la littérature et la philosophie telles qu'on les conçoit aujourd'hui. Dans cet ouvrage incisif, le jeune intellectuel montre que leur étude ne consiste en effet souvent plus qu'à commenter les œuvres du passé, jamais à en produire de nouvelles. Il y voit un désastre pédagogique, dont il analyse l'origine, émettant quelques propositions pour ressusciter l'esprit critique des étudiants. Passionné par la cité antique, associant dans sa réflexion dessein pédagogique et politique, il veut notamment réhabiliter l'apprentissage de la rhétorique. Un propos prometteur, autant que son auteur.

Le Point : Pourquoi ce petit pavé dans la mare pédagogique ?

Baptiste Dericquebourg : J'en suis venu à la conclusion, après quelques années d'enseignement et de réflexion, qu'en classe de littérature et de philosophie, on n'apprend plus à écrire. Les textes qu'on étudie dans ces matières sont devenus des points d'arrivée, alors qu'ils devraient être des points de départ menant à une conversation et une production. L'enseignement humaniste n'est aujourd'hui tourné que vers la réception et la consommation de textes, il n'est pas actif. Je propose donc de reconsidérer notre façon d'enseigner.

Lire aussi Onfray : « Le pire, pour un penseur ? Faire école »

D'où vient, à votre avis, ce passage de la production au commentaire ?

J'ai tendance à y voir l'effet de l'extension de la démocratie représentative. Au XIX^e siècle, l'éducation s'adressant principalement aux catégories sociales qui participaient à l'exercice du pouvoir, la pédagogie était active. Or on a l'impression que plus la démocratie s'est étendue pour concerner davantage de personnes, moins l'éducation qui l'accompagnait a eu l'ambition de former des citoyens actifs. D'ailleurs, aujourd'hui, les enseignements « actifs » restent réservés à ceux qui vont exercer réellement le pouvoir : à Sciences Po et l'ENA, où l'on apprend à produire du discours et à le présenter.

La création a-t-elle complètement disparu de l'école ? On fait encore des narrations et des dissertations.

C'est vrai. Une dissertation de philo est une sorte d'exercice rhétorique de composition argumentative sur un thème, ce qui existait aussi chez les Anciens. Si on libère cet exercice du mot fétiche de « philosophie », c'est un exercice intéressant. De même, les récits, compositions et exercices d'écriture sont très importants. Mais il faudrait considérer que l'enseignement soit fondé sur ces exercices et non qu'ils soient ponctuels. Dans la situation actuelle, non seulement on demande aux professeurs de ne proposer ces exercices que de temps en temps, mais les enseignants sont livrés à eux-mêmes. Par exemple, il existait auparavant au lycée un exercice d'« invention », mais c'était un exercice sans règles, et c'est bien là le problème : si vous demandez à des jeunes d'écrire sans cadre, vous ne formez pas à l'écriture, et vous obtiendrez à la fin ce qu'il y avait déjà au début. Un véritable exercice d'invention implique de poser un thème, de répertorier les différents traitements qui en ont été faits, d'étudier les techniques, les stratégies et les genres adaptés, de voir ce qu'on peut en retenir, et, en bout de course, de produire soi-même. Ou encore, dans les concours littéraires des grandes écoles, en littérature, les étudiants ont une épreuve de commentaire de texte à l'écrit et deux à l'oral, un commentaire de texte en sciences humaines et une dissertation cadrée où il faut passer par certaines œuvres pré-définies. À aucun moment, donc, après des études de lettres, vous n'êtes en mesure de savoir composer un texte ! Alors évidemment, ce type d'enseignement d'actif prendrait beaucoup de temps et impliquerait des classes à effectif réduit, ce qui coûterait cher. Mais c'est ce qui était pratiqué dans l'Antiquité. Sans vouloir idéaliser cet enseignement, il a produit un grand nombre de personnes qui savaient parler, agir avec le langage, se mettre d'accord et faire vivre une démocratie.

« Il est absurde de penser que plus on enseigne tôt Marcel Proust, plus les élèves seront cultivés »

Que pensez-vous des diverses tentatives pour « réformer » l'école ?

Je constate que les débats sur l'école sont enlisés dans une alternative stérile et archaïque entre pédagogistes et néo-réac, les deux camps me semblant faire écran à des questions plus importantes. On n'a pas besoin d'être un pédagogue à la Meirieu pour reconnaître qu'un élève a besoin d'un enseignement actif, et qu'il est absurde de penser que plus on enseigne tôt Marcel Proust, plus les élèves seront cultivés. Inversement, dès lors qu'on souhaite une pédagogie réellement active, il est impératif de passer dans un premier temps par la lecture des classiques, un ensemble de textes qui vont être lus, fréquentés et imités.

Plus largement, la littérature et la philosophie sont aujourd'hui en manque de définition : quand on les enseigne, on ne sait plus trop ce qu'on doit y faire et quels objectifs on doit s'y fixer. Ces disciplines étant peu sûres d'elles-mêmes, elles sont aujourd'hui en perte de vitesse, fragilisées au lycée et à l'université. Elles sont en train d'être remplacées par quelque chose qui, à mon avis, est encore pire et s'appelle les « humanités », une sorte de dépôt de culture générale et historique – le stade ultime du corpus qu'on fréquente superficiellement pour avoir un vernis.

Je propose donc de renommer les filières éducatives de « littérature » et de « philosophie » pour qu'elles portent le nom de ce qu'elles sont réellement. Ainsi la littérature devrait s'appeler « philologie ». Cette simple révolution terminologique forcerait les gens à s'interroger sur le sens de leur activité. Quelqu'un qui produit des articles de commentaire sur la poésie de Rognier ne fait pas de littérature. Ensuite, il faudrait réorienter l'apprentissage à partir de ce que j'appelle la « rhétorique générale », un enseignement actif qui s'appuie sur un canon auquel on se rapporte pour l'imiter et l'utiliser.

Qu'est-ce que la rhétorique, historiquement ?

Dans la cité antique, il y avait deux grandes branches d'enseignement : la rhétorique et la philosophie. Tandis que la première était l'apprentissage du langage dans son usage extérieur, notamment à des fins politiques, la seconde était celui du langage dans son usage intérieur. Concrètement, le programme de la rhétorique est celui d'Isocrate, un enseignement généraliste dont le centre est la maîtrise du discours argumenté rationnel, capable de structurer la pensée et l'action d'un citoyen, et qui passe par l'apprentissage d'autres sciences comme la logique ou l'histoire. Cela a existé en France : les agrégés de lettres et de philo, et même avant les bacheliers, l'ont appris pendant un temps, mais cela s'est effondré, sans être remplacé par rien.

Lire aussi Roman – Les duellistes des Lumières

Pensez-vous qu'il y ait aujourd'hui une dégradation du niveau de langage ? Et, si oui, est-ce lié à un abandon de la production langagière ?

C'est difficile à dire. Tous ceux qui s'expriment là-dessus, pour ou contre, me semblent défendre l'une ou l'autre des positions sclérosées que je vous décrivais tout à l'heure, pédagogue ou néo-réac, ce qui ne fait pas avancer le débat. Or à mon avis, la situation est plus complexe qu'on ne veut bien le dire. On oublie ainsi que dans les années 1950, un étudiant qui sortait d'une école normale d'instituteurs pouvait devenir instituteur itinérant dans les campagnes pour apporter le système métrique aux cultivateurs ! À

quelques heures de route, à Paris, des ingénieurs travaillaient sur la bombe nucléaire ! Les fantasmes sur « l'école d'avant », je ne donne pas trop là-dedans. Dans le même temps, quand j'ai commencé à enseigner au collège, j'ai été frappé, voire catastrophé par le niveau de certains élèves. J'ai aussi été ulcéré par ce que j'ai pu entendre de la part de certains inspecteurs pédagogiques : « Il faut écouter la langue de vos élèves telle qu'elle est, et surtout ne pas corriger » ou bien « Si en seconde, vous avez des élèves qui ne savent pas écrire, ce n'est pas grave, c'est le cours normal des choses ». Ça, ça me révolte.

À mon sens, pour parler de dégradation, il faudrait une mesure claire et non biaisée. Avant, les mauvais élèves étaient sortis du système, mais maintenant ils y restent, d'où la difficulté qu'il y a à comparer. Et ils y restent parce que la demande sociale va dans ce sens ! La France étant dans une situation économique compliquée et n'offrant plus guère de métiers peu ou moyennement qualifiés dans l'industrie, on achète la paix sociale en promettant à tous le bac puis des formations supérieures. On passe l'Éducation nationale comme on passe la serpillère : dès qu'il y a un problème, on lui demande de le résoudre.

La difficulté à réformer l'éducation n'est-elle pas liée à l'absence de formulation claire de ce qu'on attend d'elle ?

Il est évident que nous ne savons pas quelle finalité nous voulons donner à chaque niveau de scolarité. On pense l'apprentissage scolaire comme une accumulation de connaissances, avec comme but ultime celui de faire parvenir le plus de monde possible au bout du tunnel. Quand j'enseignais au collège, pendant quatre ans, on juxtaposait les auteurs et les thèmes, un peu de Hugo par ici, d'histoire des arts par là, sans aucun concept unificateur. Ce qui fait complètement écho au fait que notre nation ne sait plus où elle va. Or on pourrait envisager les choses autrement, du point de vue de l'individu qu'on veut façonner : l'école primaire correspondrait aux compétences nécessaires au quotidien, le collège à celles du citoyen, le lycée serait une spécialisation technique ou intellectuelle.

Vous dites que notre nation ne sait plus où elle va. C'est-à-dire ?

Nous sommes un pays zombifié. Il y a une forme d'arrêt de la réflexion sur le pouvoir, les institutions, l'action politique, l'avenir de notre pays. Non seulement nous avons un régime social censitaire qui ne dit pas son nom, mais ceux qui nous dirigent n'ont pas une claire conscience de ce qu'est notre pays et même, parfois, se moquent d'une partie de leur peuple. C'est pour cette raison que je défends notamment le RIC, le référendum d'initiative citoyenne, comme l'ont fait les Gilets jaunes, qui permettrait à notre nation

de redevenir telle. Il remplacerait la décomposition actuelle et l'obsession identitaire par des débats et des actions collectives. Car on ne fera vivre la France que par l'action et la réinvention, pas par le raidissement identitaire. Or je suis frappé que la question de la reprise de contrôle politique, venue du peuple, ait été si vite enterrée, y compris par la gauche de la gauche, qui s'intéresse plus, par exemple, à la théorie délirante du « salaire à la qualification personnelle » de Bernard Friot, que personne ne demande.

Lire aussi « Le RIC est un droit individuel »

Vous citez le mouvement des Gilets jaunes et l'évoquez dans votre livre. Quel rapport avec la rhétorique ?

J'ai écrit ce livre pendant ce mouvement, qui a eu sur moi un effet désinhibant. Je ne fais pas partie des catégories sociales qui y ont participé le plus activement et je n'y étais pas forcément comme un poisson dans l'eau, mais il m'a beaucoup touché. Il se passait quelque chose d'important, des personnes auparavant dépossédées du discours se mettaient à parler, réinventaient des pratiques politiques et en proposaient d'autres, comme le RIC. La question du langage était centrale : son usage politique, les difficultés à y accéder, les difficultés à se faire entendre, mais aussi l'effet libérateur de la prise de parole pour témoigner, pour se mettre d'accord et pour agir. Cet aspect du mouvement rencontrait directement les sujets qui me passionnent et que j'enseigne, comme la rhétorique. Par ailleurs, j'ai été d'emblée frappé par l'indifférence ou l'hostilité qui se sont manifestées à l'encontre des Gilets jaunes chez ceux que j'appelle dans mon livre les « culturés » – j'en ai fait un portrait satirique plus qu'une définition, peut-être pourrait-on les rapprocher de la « petite-bourgeoisie CPIS » de Todd [cadres et professions intellectuelles supérieures, NDLR]. Les réserves que j'avais sur le système pédagogique français se sont d'autant plus accentuées que ceux qui en sont le produit montraient tout leur mépris pour ceux qui, tout en en étant les perdants, tentaient de se faire entendre.

EDUCATION

POLITIQUE

DÉBATS



De Gaulle - Penser, résister, gouverner